

## Eric Zemmour contre les Lumières

Zemmour s'est encore livré à une diatribe anti-Lumières. Certes, il a le droit de ne pas en réclamer l'héritage, mais encore eût-il fallu qu'il le fit avec intelligence et honnêteté intellectuelle. Il cible les Lumières car il estime que les maux de la France sont dus à la déchristianisation, omettant au passage que nombre de pays d'Europe de l'Ouest, qui ne sont pas déchristianisés, ne vivent pas des situations plus enviables. Par ailleurs, les philosophes des Lumières, mouvement européen hétérogène qui n'a jamais établi ce qui pourrait s'apparenter à un programme politique, n'étaient pas tous déistes, ni même athées. Rousseau (je ne suis pas rousseauiste) n'écrivit-il pas qu'il était lui-même chrétien, au sens du christianisme primitif, celui des Évangiles ? Les philosophes ont, certes, fermement ébranlé la religion, mais ils ont surtout violemment attaqué le fanatisme (le fameux "écrasons l'infâme" de Voltaire) et l'Église catholique ! Mais peut-être convient-il de rappeler à Zemmour, qui confond sécularisation et déchristianisation, que le christianisme qu'il admire tant, n'était pas, il y a encore un peu plus de 3 siècles, la religion sécularisée justement et désarmée d'aujourd'hui. Peut-être convient-il de rappeler à Zemmour que l'Église mit à l'Index de nombreux auteurs humanistes, tel Rabelais, qu'elle interdit jusqu'à l'Encyclopédie du XVIIIe siècle, cette œuvre monumentale qui place en son cœur la raison raisonnée, la liberté et l'esprit de découverte.

Alors Zemmour pourrait-il entrevoir avec honnêteté les grands apports des Lumières dont nous sommes encore imprégnés, apports encore (un peu) revendiqués des deux rives politiques ? Le libéralisme politique, la séparation des pouvoirs, le gouvernement tempéré (Montesquieu) ; la souveraineté nationale, le contrat social et la loi émanation de la volonté générale (Rousseau) ; la dénonciation du fanatisme, le combat sans fard contre l'obscurantisme (Voltaire) ; l'analyse critique, rationaliste, libérée de toute conception théologique, l'instruction de masse, des citoyens de toutes les conditions (Diderot) ; la condamnation de l'esclavage assimilé à un crime, les premières revendications ouvertement abolitionnistes (Jaucourt). Évidemment, il ne s'agit pas de faire des philosophes des saints de vitraux, ni de gommer les nuances entre eux, les évolutions au fil du siècle, mais la liste de leurs apports monumentaux est encore longue. La liste est encore longue de tous ces principes, de toutes ces œuvres, qui, jugés subversifs, furent condamnés et interdits aussi bien par la monarchie française que par l'Église catholique apostolique et romaine. Ajoutons que les philosophes, pour ces combats-là, connurent la clandestinité, la prison ou l'exil (Voltaire et Diderot, par exemple). Quant à *L'Encyclopédie*, elle put aboutir grâce au soutien subtil d'un noble éclairé, Censeur de Sa Majesté, Malesherbes. Ces idées novatrices purent être portées (puis réalisées) parce que la religion avait été ébranlée, attaquée. Pas simplement l'institution cléricale, mais le dogme lui-même, dans ses fondements, dans sa mythologie.

Le trait contre-révolutionnaire est lancé par Zemmour par le prisme de la Révolution impie, qui a opéré la déchristianisation. Il a le droit de rejeter cet héritage, en revanche il n'a pas celui de falsifier l'histoire même par omission de pièces importantes du puzzle. D'abord, comme il n'a pas lu, par exemple, Paul Chopelin, il ne sait pas qu'il est plus judicieux de parler de *défanatisation*, tant cela est plus cohérent avec la démarche de ceux qui l'ont opérée, en s'attaquant à tous les cultes. Par ailleurs, la défanatisation n'est pas arrivée dans un ciel sans nuage. Elle ne commence qu'à l'automne 1793 : c'est un mouvement d'en-bas qui est condamné par de nombreux députés, tels Danton ou Robespierre. Ceux que l'on a longtemps désigné

---

<sup>1</sup> Doctorant en histoire moderne et chargé de cours à l'université.

"déchristianisateurs" ont été accusés d'athéisme, athéisme jugé amoral par Robespierre (il le disait même "aristocratique") ou Couthon.

Zemmour oublie de préciser que la Révolution française s'évertua à établir une Eglise nationale, réformée, sécularisée. Il oublie de signifier qu'elle améliora les conditions de vie du bas clergé, en augmentant significativement ses pensions. Les prêtres et les évêques étaient désormais élus par les citoyens. Mais les réticences d'une part importante du clergé et notamment des hauts dignitaires de l'Eglise de France (Zemmour pourrait lire Timothy Takett) aboutirent, le 27 novembre 1790, à l'exigence du serment de fidélité à la loi, à la nation, à la Constitution à venir ; quelle horreur, pensez-vous ! Zemmour oublie de préciser que le Pape Pie VI condamna par un bref, en mars 1791, jusqu'à la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, jugée contraire aux principes catholiques. Il exhortait les législateurs à, je cite, "*s'éloigner des maximes de la philosophie du siècle*", il s'inquiétait que la liberté absolue [de penser] "*assure le droit de ne point être inquiété sur ses opinions religieuses*", et il qualifiait la liberté "*d'écrire et même de faire imprimer impunément en matière de religion tout ce que peut suggérer l'imagination la plus déréglée*" de "*droit monstrueux*" qui ne faisait que "*résulter de l'égalité et la liberté naturelle à tous les hommes.*"

La Révolution française accorda le statut d'électeur et donc la pleine citoyenneté aux protestants, mais aussi aux juifs (1790 et 1791). Son œuvre de laïcisation établit le mariage civil et le divorce par consentement mutuel (septembre 1792). D'aucuns diront, et c'est vrai, que nombre de conquies de la Révolution furent obtenus en versant le sang. Mais comme le dit Saint-Just, "*Que serait devenue une République indulgente face à un ennemi furieux ?*" La France révolutionnaire affronta une Contre-Révolution déterminée, liguée aux 17 armées étrangères, celles des monarchies coalisées en guerre contre la Patrie. On peut comprendre que lorsque plusieurs députés ou élus sont assassinés, que lorsque des attentats sont perpétrés, que des patriotes sont massacrés, que des prêtres intégristes assurent à des brebis fanatisées que si elles meurent au combat après avoir pris les armes contre la jeune République française elles ressusciteront sous 3 jours, le camp d'en-face se radicalisât.

Malgré des ennemis de l'intérieur farouches et des ennemis de l'extérieur puissants, malgré une France assiégée, des frontières violées, la Révolution accoucha d'une véritable modernité politique : politisation de masse des citoyens (y compris en pratique, dès l'année 1790), élection des juges par ces derniers ('juges bouche de la loi', sans avoir le droit de l'interpréter), établissement d'une Assemblée nationale, Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (26 août 1789), une première Constitution (septembre 1791), mariage civil et divorce par consentement mutuel (septembre 1792), premiers projets d'établissement d'une École laïque, gratuite et obligatoire pour tous les enfants de la nation, garçons et filles (Lepeltier, Condorcet), invention du processus référendaire (la première Constitution républicaine fut ratifiée par les citoyens dans les départements en juin 1793), abolition des droits féodaux (17 juillet 1793), établissement du Maximum général des prix (29 septembre 1793), abolition de l'esclavage (4 février 1794), suppression du budget des cultes (septembre 1794), séparation des Églises et de l'État (21 février 1795), ...

Cette charge anti-Lumières et contre-révolutionnaire est, de surcroît, une faute stratégique d'une rare bêtise, qui traduit du reste un manque de culture (que cela plaise ou non !). Effectivement, Zemmour, qui a le fantasme de l'union des droites, semble ignorer que toute une frange de la droite française est issue des Lumières et est héritière de la Révolution française. Pensons aux conservateurs (je n'ai pas écrit réactionnaires), d'inspiration voltairienne, girondine. À droite, pensons aux bonapartistes, même s'ils contestent ce placement "politicien" (Zemmour n'est pas bonapartiste, il est napoléonâtre, c'est différent), qui, dans la lignée de Napoléon III, cherchent à maintenir une ligne de crête entre la verticalité du pouvoir, de nature monarchique, et l'héritage des Lumières et les principes issus de la Révolution française. Le gaullisme est une réactualisation ou une réforme de cette tendance. Élargissons le spectre aux libéraux et avançons

jusqu'au centre, où les socio-libéraux et les radicaux, affirment avec force les principes de la France républicaine hérités précisément des Lumières et de la Révolution française. Ces principes ne sont pas l'apanage de la gauche et si, effectivement, la gauche radicale, depuis Sala-Molins, a attaqué frontalement les Lumières, l'angle d'attaque de Zemmour, guère plus historique que celui d'un Derrida, est bel et bien un marqueur d'*extrême-droite* : je n'ai pas pour habitus d'user de ce vocable ...

### **Addendum (par JM)**

*C'est le deuxième texte de JB. Chikhi-Budjeia que j'ai plaisir à accueillir dans ce blog. La trajectoire politique d'Eric Zemmour et sa dérive idéologique doit être analysée comme un symptôme du malaise français. Bien sûr, l'effondrement moral et politique de la plus grande part de la gauche a une responsabilité décisive dans l'émergence de ce malaise : on ne dira jamais, pour prendre l'exemple pionnier (des États-Unis comme trop souvent!) à quel point les extravagances et folies du wokisme ont préparé le chemin à Donald Trump. Mais, il faut aller plus loin pour comprendre le ressort profond de ce dérèglement contemporain qui a rendu possible, au tournant des années 2020, les propos commis par un Éric Zemmour ou par un Jean-Luc Mélenchon. De façon finalement convergente, ces personnages de la comédie humaine contemporaine visent à liquider la totalité de l'héritage des Lumières. Les désordres, confusions et contradictions de la mondialisation - en train de se retourner probablement contre elle-même - a l'origine probable de ce mal français qui est, en réalité, une déclinaison locale du malaise occidental.*